

DISCOURS

RAPPORT DES ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Mars 2024.

Chers collègues

Bonjour,

Nous sommes réunis pour notre débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2024. Le contexte global est tel qu'aujourd'hui, alors que nous débattons sur la situation économique de la Collectivité d'Outre-Mer de Saint-Martin, sur sa situation financière et les grandes orientations stratégiques et budgétaires pour l'exercice 2024, nous devons également prendre en considération la situation internationale et nationale pour que notre analyse et nos conclusions soient un tant soit peu justes.

Si, comme chaque année, nous allons confronter nos points de vue et débattre de nos visions respectives, nous devons garder à l'esprit que ces échanges s'inscrivent dans un contexte singulier et inédit qui nous oblige plus que jamais à faire preuve, à la fois de solidarité et d'innovation dans nos actions et ce au profit du mieux vivre pour tous les habitants de Saint-Martin et en particulier les plus démunis. L'exercice est éminemment complexe dans une situation budgétaire contrainte.

Le contexte global est aujourd'hui marqué par de nombreuses incertitudes et les experts internationaux prédisent encore des jours difficiles.

Si vous suivez avec attention ce qui se passe aux Etats-Unis, les perspectives de croissance sont peu probables, les tensions géopolitiques sont grandissantes et risquent d'avoir pour conséquence une inflation qui durera comme celle qu'on a connu durant les années 1970, sans compter que cela pourrait avoir pour conséquence une augmentation de l'insécurité alimentaire.

Si cela devait se produire, Saint-Martin ne sera malheureusement pas épargnée. Nous sommes situés dans la zone économique des Etats-Unis et notre réalité économique est bien évidemment affectée par tout ce qui impactera le marché Nord Américain.

En dépit de ce que je viens de décrire, le choix de mon gouvernement **n'est pas de reporter nos décisions en matière d'orientations budgétaires.**

Tant qu'un seul habitant de Saint-Martin sera dans la difficulté, je poursuivrai mon action et je resterai à ses côtés.

In recent years, we have been faced with challenges like never before: a global pandemic, which has also impacted our territory and its people, caused disruptions and turned our daily lives upside down.

Lately, a conflict in Europe, opposing Russia and Ukraine, which disrupts the entire world in its supplies of hydrocarbons but also of basic food products. **And in this, Saint-Martin also feels it.**

But we have been facing it up and it has paid off. Yet, for some, the only thing that seems appropriate right now is to make and hold the local government responsible for everything that is wrong. Very well then. It would be nice to also acknowledge the government's responsibility for what is going well, don't you think?

Despite some hardships, our economy has been doing well. There has been some growth, there has been some employment.

Granted, there is inflation, and that inflation is weighing on those of us with low incomes. This inflation, which comes from outside, I remind you, would have weighed even more heavily if my government had done nothing. But we plan to continue and act for more solidarity between all Saint-Martiners, and I insist on the word SOLIDARITY, which has a real meaning in Saint-Martin's thinking.

I'm not afraid or ashamed to state it loudly. The direction we have taken so far, **is** the right one. We must keep going forward. Of course, adjustments and improvements can be made when needed as we go along but we must **never** take our eyes away from the final objective, the bigger picture. **What awaits us is bigger and better than what we endure right now. Trust me !**

[Sur l'exécution du budget 2023](#)

Le budget 2023 commence à porter ses fruits, nous l'avons conçu autour de 3 axes :

- **Relancer l'économie et l'emploi** par le renforcement de la commande publique, de la simplification administrative et de la formation professionnelle notamment ;
- **Asseoir la résilience** par l'élaboration de stratégies innovantes en matière d'industrie touristique, d'économie bleue et de transition énergétique ;
- **Préserver la cohésion sociale** par la sauvegarde des systèmes de solidarité et de santé, par la prévention des risques et par la valorisation d'une jeunesse saint-martinoise accompagnée vers l'activité.

Tout au long de l'exercice, chaque fois que cela s'est avéré nécessaire, nous avons amendé le budget primitif 2023 et obtenu l'approbation d'une large majorité du conseil.

Grâce à ces modifications, **nous avons fait preuve d'agilité et d'adaptabilité.**

Globalement, l'exécution du budget 2023 a été maîtrisée, les résultats nous permettent d'aborder l'année 2024 avec des marges de manœuvre complémentaires.

En parallèle de toutes ces mesures conjoncturelles, nous devons continuer de bâtir notre territoire et continuer à nous autonomiser par rapport aux autorités centrales.

Le monde est en pleine mutation, de profonds changements sont à l'œuvre : il nous faut nous adapter. **L'heure est au réalisme, au pragmatisme et au courage politique !**

l'Heure est à une gestion au plus près des réalités et contraintes du territoire !

Les grandes orientations

Le contexte mondial va vraisemblablement conduire à une progression mécanique de nos charges courantes et à une évolution moins favorable de nos recettes. Ce contexte sera caractérisé par une faible croissance économique et de comptes publics dégradés, **ce qui exige de notre part, la mise en place d'une stratégie financière fondée sur la maîtrise des dépenses de fonctionnement et la maîtrise de l'endettement.**

Nos orientations budgétaires témoignent de notre intention dans plusieurs domaines.

Pour la transition énergétique et écologique. La quasi-totalité de nos politiques intègre cette priorité. Toutes les nouvelles constructions de bâtiments et de collèges mais également la restructuration des bâtiments plus anciens font l'objet de mesures correctives, Nous réfléchissons à l'électrification de certains de nos véhicules, la mise en place d'un plan de sobriété énergétique, mais également d'autres actions dont les effets se mesureront tout au long des prochaines années.

Les investissements devraient se poursuivre.

Mais pour atteindre nos objectifs, nous veillerons à renforcer la structure financière de notre collectivité, à mettre en œuvre une stratégie de maîtrise des dépenses de fonctionnement et maintenir un rendement élevé de la fiscalité. Si la Collectivité doit à un certain moment recourir à l'emprunt, ***elle le fera en veillant à maintenir l'encours à un niveau de soutenabilité tel qu'il ne grève pas les efforts de développement qui pourraient être décidés à l'avenir.***

Pour l'heure, notre structure financière tient encore la route et nous disposons des moyens pour mener notre action solidaire, pour investir en matière d'infrastructures, pour accompagner les projets d'équipement et amplifier nos actions en faveur de la transition écologique.

Bien évidemment, dans nos stratégies, nous intégrons les conséquences des tensions inflationnistes sur l'énergie, sur le coût des matières premières et sur les investissements.

Ladies and gentlemen, as we are examining these budgetary proposals, I want for us to take a close look at some of our actions and understand the constraints within which we operate.

These constraints differ in nature. Some are derived from new regulations imposed by central government to all districts and so, in our case we do have to comply but it is not without a repercussion on the budget. Costs go up!

Some of these constraints are due to the fact that, in consideration of past management choices, this government **had** to consider implementing a catch-up policy and catching-up, whether we admit it or not, has a cost. It impacts your budget whereas no provisions had

been made regarding such expenditures. **But provisions or no provisions, they now become necessary and we face up the demand of the time.**

When you elected us in 2022, our engagement was for the duration of a five year mandate. We established a number of objectives to reach and accordingly, we laid down a strategy. We committed ourselves to serve you the people, to work for the common good.

Any close look at what we have opted for during the past two years, attests that our actions are the fruit of our political will.

Many are those who keep rehashing that our spending have gone out of control, that when it comes to human resources, we have overly extended the budget.

It is true, our expenditures in some areas have substantially increased **and I just gave you two main reasons.**

In some chapters, we have indeed spent more money than the previous years **but while we did, it took place within control. The increases in expenditures are not the consequences of haphazardous decisions. We have systematically monitored our decisions during their implementation to detect changes or problems that could affect the outcome of our public policies. And we have made the adjustments to avoid unforeseen problems.**

These spendings were conscious decisions.

For instance, the expenditures related to human resources have increased substantially and has become the focus of those who seek to criticize inconsiderately. They keep comparing what the expenditures related to human resources were two years ago to what they are now.

To begin, let us compare what is comparable.

Yesterday's budget corresponded to yesterday's timid policies. Yesterday's budget corresponded to the inability of yesterday's leaders to think responsibly.

What is before your eyes today, is the cost we had to pay for equipping this administration with the adequate qualifications it needed, that is the price we had to pay when wanting to move forward and prove to central government in Paris that **we will take charge of our development.**

Investing in additional human resources was the only way to provide the Collectivité with the means to grow.

Investing in human resources is a task that had to be a top priority because it gives this administration the control and the peace of mind required to succeed in a rapidly changing world.

So, yes, I take full responsibility for having caused the budget regarding employment to be multiplied by two.

It was about time that a decision was made to bring this Collectivité to maturity after 17 years of existence,

it was about time to ensure that the majority of the management was ensured by locals,

it was mandatory that we pay them the salary their qualifications required,

it was about time we provided our Collectivité with qualified staff who understand the constraints of this territory.

I take full responsibility because the **large majority** of jobs were given to young Saint-Martin professionals who were working abroad and returned home to lend their contribution to their country's further development. I am sure that soon, it will pay dividends that we had not imagined.

Il en est de même de notre action en faveur de nos politiques sociales, de l'enfance, de la cohésion et de l'insertion. Les propositions d'évolution budgétaire sont conséquentes et résultent de l'évolution démographique, de la demande sociale ainsi que des évolutions salariales. Notre Collectivité se mobilise depuis maintenant deux années, dans un cadre qui a besoin d'évoluer.

Les rencontres avec les associations qui se sont tenues ces derniers mois ont conduit à augmenter nos engagements et à préparer, en conséquence, un budget 2024 ambitieux. Cependant, pour faire face à cette hausse de la demande, nous devons aussi accompagner les associations dans leur recherche de locaux et de bénévoles. Les acteurs de la solidarité se sont engagés et ont besoin du soutien de la COM.

En prêtant main forte, nous espérons faire reculer la pauvreté à Saint-Martin, notamment grâce à la mobilisation des outils d'accès à la formation et au retour à l'emploi. En période de ralentissement économique, ce sont toujours les populations les plus fragiles qui pâtissent de la situation.

Là encore, je souhaite que personne ne soit oublié et que la solidarité joue à plein régime dans notre Pays :

- Solidarité envers celles et ceux qui souffrent,
- Solidarité envers celles et ceux qui peinent à finir le mois en raison de la montée des prix dans l'alimentation et des prix de l'énergie.

Pour financer toutes ces mesures d'aides et de soutien, il nous faut disposer de ressources financières constantes. La consommation et l'investissement des ménages, des entreprises et de la puissance publique constituent à ce titre les moteurs phares de notre croissance.

Aussi, nous continuerons de stimuler notre tissu économique et d'accompagner l'ensemble de nos entreprises, nos commerces, nos hôtels, nos pensions de famille, nos patentés, nos artisans au travers des dispositifs fiscaux existants. Nul doute que notre action est perfectible, mais au moins, nous agissons ! **Et nous le faisons sans pression fiscale supplémentaire.**

Oui ces nouvelles mesures coûtent cher mais elles ont du sens dans le contexte actuel ! Si nous n'avions pas les moyens de nos ambitions, je comprendrai vos alertes. Mais ce n'est pas le cas.

Je dois rajouter que je crois également en la capacité de nos concitoyens et à celle du secteur privé d'apporter leur contribution au développement de notre pays.

J'ai confiance, aussi, en notre partenaire, l'Etat, qui a su exprimer la solidarité nationale dans les moments difficiles que nous avons vécu ces deux dernières années et qui saura, le Président de la République me l'a confirmé, être encore à nos côtés demain pour soutenir notre développement. Et ce n'est pas mendier, je le répète ici, **ce n'est pas mendier que d'être pleinement impliqué dans l'ensemble français.**

All these measures are a real burden on public finances, but they are necessary to deal with the social emergency, and as long as our fellow citizens continue to trust us, we will maintain this political orientation of correcting inequalities in these difficult times.

Les mêmes qui ne cessent de dénigrer nos actions, affirment qu'il suffit simplement de réduire les impôts et les dépenses publiques afin que les beaux jours reviennent.

Je ne suis pas certain qu'ils se rendent compte de ce qu'ils disent. En fait, ils prônent la rigueur quand tout le monde souffre déjà.

Et bien non justement, c'est dans les moments difficiles que notre Collectivité doit, par son action, soutenir l'économie et l'emploi et n'en déplaise à ceux qui crient au loup, nous maintiendrons notre cap.

Ce n'est surtout pas en se recroquevillant sur soi, en attendant que la tempête passe, qu'on avance. C'est en cherchant et proposant des solutions à chaque problème posé. Sinon, c'est du « chacun pour soi » (et Dieu pour tous) !

Nous avons élaboré une feuille de route qui doit nous tenir jusqu'à la fin de notre mandat en 2027. Toutes les questions, tous les projets, toutes les ambitions, ne trouvent pas leur réalisation, leur aboutissement en 2024. Certains débiteront en 2025, d'autres se réaliseront en 2026.

La question de l'EHPAD et des services à domicile sera abordée cette année comme étant une priorité. Mais la sortie de terre de réalisations concrètes se fera en 2025. Une chose est sûre, nous ne pouvons accepter que nos personnes âgées ne soient accueillies dans les conditions qu'on connaît.

Au-delà des conditions d'hébergement de nos seniors, c'est au vieillissement de la population saint-martinoise que nous devons faire face, et la délégation solidarité et familles a pour mission de réfléchir à une prospective pour adapter Saint-Martin à ses besoins futurs. Cette réflexion servira de fondement aux travaux de renouvellement des services à la personnes âgées sur le territoire de Saint-Martin.

Dans un tout autre registre:

S'agissant de nos relations avec Sint Maarten, fort de la déclaration commune à l'issue de la 5^{ème} quadripartite, signée le 15 juin 2023 dernier, nous sommes passés à un autre stade de la coopération. Cette déclaration commune a validé le principe d'un large champ d'action de

nos politiques conjointes. **C'est ainsi par exemple, que le 05 décembre dernier nous avons signé un arrangement administratif qui devrait permettre aux deux gouvernements territoriaux de se venir en aide en cas de problème de production et de distribution d'eau potable.**

Nous nous réjouissons de cette réalisation, laquelle atteste de notre volonté de collaborer plus étroitement chaque fois que le cadre réglementaire le permet. Elle atteste également de notre volonté d'intégrer davantage notre bassin régional et d'apporter notre contribution à son développement global futur.

Cette année, il nous sera donné de célébrer 376 ans de coopération effective avec Sint Maarten. De savoir que cette coopération se formalise au point de donner naissance à des organisations conjointes, des dispositifs arrêtés d'un commun accord, est ce que je qualifie **de progrès substantiel. D'autres, en leur temps, se complaisaient dans un espèce de compétition sans intérêt et qui ne soutenait aucun développement.**

Après plusieurs années d'une coopération « non formalisée » avec de nombreux autres territoires de la région – Je pense à Saint-Barthélemy, Anguilla, St Kitts et Nevis, les Iles Vierges Britanniques, Saba et St Eustache – coopération qui a eu lieu sous des noms divers, la réalité est que l'heure est à la formalisation des rapports.

Saint-Martin intégrera l'Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale (OECS, OECS en anglais) dans un avenir très proche. Une fois de plus cette intégration nous permettra de pousser la formalisation de nos rapports avec nos voisins régionaux et la détermination de politiques publiques communes dans des domaines divers et variés. Je pense à l'agriculture, la pêche, le bois, les énergies renouvelables, les plans de sauvegarde en matière de risques majeurs, etc.

Va-ton devoir passer à la création de coopératives d'intérêt collectif ?

Peut-être bien. Les conséquences directes et immédiates de la grève générale des agriculteurs en Europe nous incitent à commencer à réfléchir à la détermination d'un projet alimentaire territorial de Saint-Martin.

Quelles solutions pour un approvisionnement régulier et disponible de fruits et légumes permettant de satisfaire les besoins de consommation localement ? Sont autant de questions que nous nous posons afin de nous permettre d'acquérir et d'accroître une certaine autonomie alimentaire de notre collectivité.

D'autres sujets alimentaires majeurs sont en réflexion avec nos partenaires comme la filière viande et l'abattoir, l'organisation logistique et la restauration des scolaires. Ils visent à mettre en œuvre une politique territoriale : qualité de l'alimentation, accessibilité sociale, éducation alimentaire. C'est aussi une politique de santé publique.

La Collectivité d'Outre-Mer de Saint-Martin s'est engagée et pilote le déploiement de la fibre sur l'ensemble du territoire. Quelques anicroches subsistent telle que l'absence de couverture du quartier de Sandy-Ground.

Aujourd'hui nous disposons d'informations qui nous permettent d'entrevoir le bout du tunnel. **Je vais demander à Mme la Sénatrice de nous expliquer ce qui a été obtenu en matière de couverture de certains quartiers.**

Le rythme de déploiement est conforme aux engagements pris avec une fin annoncée pour la fin du 3^{ème} trimestre de 2024. Mais restons vigilants également s'agissant des conditions de réalisation, parfois approximatives et désinvoltes.

Le développement rapide du numérique dans tous les champs de la vie quotidienne nous impose d'aider nos compatriotes qui restent au bord de la route, souvent déçus et donc désavantagés par rapport aux plus agiles. Les efforts que fait la Collectivité pour réduire la fracture numérique, sont à la fois tant territoriaux que sociaux.

L'accès au logement est encore un problème majeur pour la plupart des jeunes ménages (et même des moins jeunes). Nous avons pris le pari de faire beaucoup plus dans les mois qui viennent en matière de logement social.

Mon gouvernement fait tout pour que l'accès au logement, qui est pour certain un rêve inatteignable, devienne une réalité.

Nous avons lancé hier la mission de l'ANRU (l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine) qui sera présente dans les quartiers pour élaborer un diagnostic de terrain pour lancer ensuite une démarche de réhabilitation du bâti et de modernisation des aménagements urbains.

Toutes ces actions ont un coût très élevé pour le Pays et, nous sommes d'accord sur ce point, ce type d'intervention n'est pas tenable sur le long terme si la COM porte le tout toute seule. La rénovation urbaine est l'affaire de tous et nous sollicitons également le partenariat de l'Etat. Pour réussir, il nous faut trouver d'autres solutions.

En 2024, nous engagerons une réflexion sur les moyens d'accélérer notre transition énergétique.

Nous le savons tous aujourd'hui, la consommation d'énergies fossiles, en plus d'être responsable de l'accélération du changement climatique, ne fait plus partie du monde de demain.

Face au défi de notre autonomie énergétique, la puissance publique que nous sommes doit repenser ses modèles et encourager les acteurs économiques, les ménages à mieux s'équiper pour un recours croissant aux énergies renouvelables. C'est tout l'enjeu de notre Programmation Annuelle de l'Energie 2022-2030 et de notre Plan Climat, en cours de discussion.

Nous avons, en 2022, rénové notre code de l'énergie et repensé la redistribution dans le domaine des prix de l'électricité, en respectant en quelque sorte l'esprit même du fond de péréquation.

Avec le soutien de l'Etat, nous allons commencer à réfléchir au programme de construction d'une centrale hybride pour le territoire et continuer d'équiper Saint-Martin en production d'énergie renouvelable.

Devons-nous continuer à réfléchir comme nous l'avons fait jusqu'à présent, en privilégiant la régulation du prix des hydrocarbures, **ou devons-nous, en lieu et place du subventionnement du prix des**

carburants, commencer à penser à un soutien aux filières et aux particuliers, pour l'équipement en matériels et véhicules utilisant des énergies renouvelables ou des modes de propulsion électriques. Certes, cette évolution sera progressive mais la réflexion en faveur de ce changement majeur devra être engagée dès 2024.

Cela n'est, certes, pas très populaire auprès de certains, mais je suis convaincu des effets positifs de ces propositions pour le plus grand nombre. L'intérêt général n'est pas la somme des intérêts particuliers. On n'est pas en période pré-électorale. Il n'est pas question de satisfaire tel ou tel lobby. Ce n'est pas ma façon de travailler, ni ma façon de voir. Je pense à tous les Saint-Martinois et c'est dans l'intérêt général que s'inscrit l'action de mon gouvernement.

En ce qui nous concerne au sein de la majorité, nous préférons affronter la réalité, aussi complexe soit-elle...

Sur ce point, je tiens à vous l'affirmer solennellement : tout sera mis en œuvre pour que l'activité économique de notre Pays, et par conséquent l'emploi et le soutien à nos familles continuent de se maintenir à des niveaux satisfaisants !

Quand on ne nous accuse pas de ne pas faire assez pour lutter contre la vie chère, on vient nous dire que nos mesures sont électoralistes. Si c'est cela votre vision et bien vous n'arrêterez pas de voir passer des mesures électoralistes dans les temps qui viennent.

Ceux qui ne sont plus la majorité parce que la population a décidé que leur temps était révolu, viennent aujourd'hui nous faire la leçon, parfois avec une grande arrogance, alors qu'ils ont contribué à l'édification de la politique en faveur des Saint-Martinois. C'est vrai que lorsqu'on bascule dans l'opposition, c'est toujours facile de dire « **Y a qu'à, faut qu'on** », ce qui n'engage à rien, sauf à faire croire qu'on pourrait faire mieux que le gouvernement.

Je refuse que nous sombrions dans la fatalité, il n'est pas question pour le gouvernement de baisser les bras, et **j'appelle toutes les bonnes volontés à redoubler d'efforts en ce sens ! Comme diraient certains dans cette assemblée « REFLECHISSONS ENSEMBLE ... »**

Sur la situation financière de la Collectivité

Indiscutablement, notre collectivité dispose d'une santé financière saine et stable, du fait d'une gestion optimisée et rigoureuse des deniers publics. Je tiens à remercier le DGS et le DGA des finances, avec la collaboration du responsable du Centre des Finances Publiques à Saint-Martin, qui sont à la barre et qui tiennent pour nous le budget dans une période relativement difficile.

Après deux années de mandature parsemées d'embûches, la majorité peut être fière du chemin parcouru : nous avons su dégager une capacité financière répondant aux impératifs de la relance, tout en stabilisant les comptes de la COM.

Notre gestion financière au travers de nos différentes actions nous permet, aujourd'hui de choisir les secteurs dans lesquels le soutien du territoire doit s'orienter en priorité.

Je ne suis pas convaincu que, chez nous à Saint-Martin, en temps de crise, la réduction drastique de la pression fiscale permette à notre économie de se porter mieux, à tout le moins d'aider les plus démunis. Quoi qu'il en soit, il n'est pas question pour nous de toucher à la fiscalité.

Je ne crois pas non plus que les habitants, dans ces moments difficiles, souhaitent ardemment que les impôts diminuent alors que dans le même temps, chaque habitant s'attend à une amélioration collective des conditions de vie.

Je vous le dis ! Les belles théories économiques sortant tout droit d'esprits aussi brillants soient-ils, trouvent leurs limites lorsque vous êtes face à des familles qui n'ont malheureusement que quelques centaines d'euros pour vivre chaque mois !

Alors ne vous en déplaise, nous continuerons de maintenir ce cap car les réductions d'impôts profitent en général davantage à celles et ceux dont les revenus permettent déjà de vivre dignement.

Alors ne vous en déplaise, la politique redistributive que nous menons, nous l'assumons pleinement car il va de la survie de notre modèle social et de la cohésion de notre territoire tout entier !

Nous savons que certains parmi vous caressent le doux rêve de voir le gouvernement échouer dans la conduite des affaires du pays, mais les faits sont malheureusement têtus !

Si nous avons pu maintenir les grands équilibres, c'est aussi parce que l'Etat a toujours été près de nous, à nos côtés dans ces moments difficiles, au travers de soutiens financiers.

Certains nous accusent d'avoir donné la priorité au sauvetage d'Air Antilles au détriment de la continuité des actions conduites sur le territoire.

Dois-je aussi vous rappeler que la COM a fait le choix de porter assistance de manière **pratique et effective** à la problématique de la **mobilité** dans la Caraïbe et du **désenclavement** des territoires composant cette région. La mobilité et le désenclavement en région Caraïbe donnent souvent l'impression d'un vœu pieux, d'une situation dont on parle mais à laquelle personne ne veut toucher du fait des difficultés inhérentes à la diversité régionale. **Our intention is to to make a difference, come what may!**

La Collectivité d'Outre-Mer de Saint-Martin figure parmi les collectivités d'outre-mer les mieux gérées, ce n'est pas de l'autosatisfaction, c'est tout simplement une réalité.

Mais j'ai l'impression que certains n'acceptent pas cette réalité, ils préfèrent noircir le tableau, donner des leçons par opportunité électorale et politique...

Nous avons maintenu notre économie à flot malgré les deux années difficiles successives. Nous nous battons au quotidien contre l'inflation.

Tout cela, vous l'aurez compris, c'est la résultante du cap que nous avons choisi et des orientations budgétaires que vous aviez votées l'année dernière.

Mes chers amis,

Comme je le disais tantôt, les choix qui seront faits à l'issue de cette session budgétaire seront d'importance capitale car ils engageront plus que jamais l'avenir de notre Collectivité et celui de nos enfants.

Le cap qui a été tracé au travers le budget primitif 2023 était le bon ! Et c'est ce même cap que nous vous proposerons de conserver lors de l'adoption du projet de budget 2024 !

Tous les indicateurs, toutes les tendances prouvent que le cap qui a été choisi demeure d'actualité !

Car si tel n'était pas le cas, nul doute que l'exécution du budget 2023 aurait montré des voies d'eau que l'opposition n'aurait pas manqué de mettre en avant !

We always acknowledge that there is, and must be, a little room for error. Our common future depends on it, and I am aware of my responsibility in guiding the destiny of this territory !

I will never bring myself to relive the political instability that we have endured for many years, and even more so in the world context that is coming!

And that's why I will continue to fight against all those who bet on our collective failure!

Yes, autonomy means that in difficult times, **we collectively make efforts and roll up our sleeves, all together!**

Yes, autonomy implies that in complicated times, such as we are currently experiencing, we must show patriotism and that the general interest, the common good must guide our daily action, for the well-being of all Saint-Martiners. And the State, I assure you, is paying keen attention to what is going on and listening to our concerns.

Mesdames et messieurs les Représentants, à l'aube des discussions budgétaires, je vous exhorte à la **raison et au rassemblement**. Le débat qui nous rassemble aujourd'hui est un débat de fond sur la société que nous voulons construire ensemble.

Les seuls baromètres qui doivent guider notre action sont le bien-être et la dignité pour chaque saint-martinoise et chaque saint-martinois et non le calendrier électoral. Mon agenda et celui de ce gouvernement restera jusqu'à la fin du mandat celui de l'action.

Je souhaite que nos échanges puissent être constructifs et non emprunts d'intentions électoralistes. **Travaillons ensemble pour nos concitoyens et non pour notre place sur l'échiquier politique. Nous le devons à notre population : c'est ce qu'elle attend de nous.**

Merci de votre attention.

Louis MUSSINGTON